

15 jours pour convaincre!

Trente-trois listes se présenteront donc aux suffrages des électeurs le 26 mai prochain. Difficile dans ces conditions, pour les électrices et les électeurs, de s'y retrouver. D'autant que tout est fait pour limiter ce scrutin à un duel entre l'Extrême-droite et les libéraux d'En Marche qui seraient le seul rempart pour les empêcher d'arriver en première position. Faute de programme, Nathalie

Loiseau ne peut jouer que sur la peur.

Mais l'enjeu du 26 mai n'est pas de savoir quelle liste arrivera en tête en France, mais bien de bâtir une majorité de gauche au Parlement européen où le groupe des socialistes européens et celui de la droite du PPE se disputeront la première place. Car la réalité du rapport de forces européen est bien celle-là.

Le débat européen doit s'organiser autour des engagements que portent les candidats lorsqu'ils siégeront à Strasbourg. Et la première question qu'il faut leur poser est : quel sera votre vote, au mois d'octobre lorsque vous devrez vous prononcer sur le projet de budget présenté par la commission ?

« Pour notre part, nous avons déjà annoncé qu'en l'état, nous voterons contre », a fermement rappelé Forough Salami-Dadkhah, à Quimper le 3 mai.

C'est bien sur ce choix que doit porter le débat européen. Car le vote en faveur du projet de la commission aura des conséquences très concrètes pour les Européens. Le départ de la Grande Bretagne de l'Union se traduira par une baisse de 10 milliards d'euros dans le budget. En parallèle, les états membres refusent catégoriquement d'augmenter leur contribution alors que de nouvelles



Nous, on parle d'Europe!

dépenses, notamment en matière de sécurité, doivent être assumées.

Les principales coupes budgétaires interviendront dans le budget de la Politique Agricole Commune. « Or, et nous le savons bien en Bretagne, les fonds européens en particulier ceux du deuxième pilier de la PAC, servent à accompagner les agriculteurs dans leur transition vers le bio ou à l'installation des jeunes », a insisté Forough Salami-Dadkhah. Les fonds de cohésion qui participent notamment à l'insertion des demandeurs d'emploi connaîtraient aussi des coupes sombres.

« Nous, au PSE, nous voterons contre cette proposition mais surtout, nous poursuivrons notre combat pour que l'UE se dote d'un véritable budget, à la hauteur de ses ambitions », a rappelé la candidate.

Il ne reste que quinze jours pour, enfin, parler d'Europe et des vrais enjeux : qui, de la gauche, autour du PSE et des écologistes, ou de la droite, autour du PPE, avec les libéraux ou les populistes, parviendra à créer une majorité au sein du Parlement ? Tout le reste, comme savoir si la liste LREM arrivera ou non avant la liste RN en France, n'aura aucune importance lorsque les parlementaires européens commenceront à siéger.

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 9/05/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Parisianistes!

Le diable se niche souvent dans les détails. La question des déserts médicaux et la mauvaise répartition des professionnels de santé sur le territoire constituent un enjeu majeur pour notre pays. Régulièrement, les parlementaires socialistes interpellent le gouvernement à ce sujet et déposent des propositions de lois. Sans succès. Pourtant le gouvernement et la majorité se disent sensibles à ce sujet.

La preuve ? Un arrêté vient d'être publié pour augmenter le *numerus clausus*. Voilà une décision qui va dans le bon sens et qui, dans un premier temps, a été saluée par les socialistes. Mais, à y regarder de plus près, ce ne sont pas ces 606 places supplémentaires pour 2019 qui vont changer quoi que ce soit puisque deux tiers d'entre elles seront concentrées dans la région parisienne. Pire, cette décision risque d'amplifier encore la concentration des professionnels de santé en région parisienne.

PS29

Combattants de l'Europe

C'est à Quimperlé, ville ouverte sur l'Europe et le monde que les candidat.es breton.nes de la liste Envie d'Europe ont tenu leur première réunion publique, le 3 mai, à l'espace Benoîte Groult. « Je suis ravi que vous ayez choisi Quimperlé pour votre première réunion commune », s'est exclamé Michaël Quernez. « Nous sommes une commune européenne, ouverte sur le monde, et nous sommes très fiers d'avoir un CADA (Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile) sur notre commune », a-t-il rappelé faisant référence à un projet qu'avait porté son prédécesseur Daniel Le Bras.



Le 3 mai à Quimperlé

C'est donc avec une grande satisfaction que le maire de Quimperlé a entendu les propos très fermes tenus par Raphaël Glucksmann sur la question de l'accueil des réfugiés. « C'est une question de valeurs sur lesquelles il n'est pas possible de déroger. »

En proposant une agence européenne de l'asile, Raphaël Glucksmann fait preuve de clarté qui ne peut qu'être bien accueillie dans notre région.

« C'est précisément parce que nous sommes profondément européens que nous voulons la réorienter. »

Car la Bretagne a toujours entretenu une relation particulière avec l'Europe. Elle n'a jamais manqué un rendez-vous au point d'avoir très grandement contribué à l'adoption du traité de Maastricht : en 1992, le traité n'a été adopté que par 53% des Français mais 60% des Bretons ont voté pour, a rappelé Forough Salami-Dadkhah.

« Ici, en Bretagne, en raison de notre géographie et de notre histoire, nous savons combiner nos identités de façon harmonieuse. Nous sommes Bretons, Français et Européens de manière naturelle. Notre volonté de décentralisation correspond bien à la vision de l'Europe des régions qui sait faire confiance aux territoires lorsque les États nationaux ne cherchent pas à tout régenter », a souligné la candidate, à Quimperlé, citant l'énorme travail effectué par Louis Le Pensec, président d'honneur de l'AFCCRE (Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe). Ce réseau regroupe près de 1 000 collectivités territoriales.

Mais l'idylle entre l'Europe et la Bretagne remonte au moins aux années 60, avec le lancement de la Politique Agricole Commune. Lorsque l'Europe demande aux agriculteurs de produire, à bas coût pour nourrir les Européens, les agriculteurs bretons répondent « Chiche ! », se retroussent les manches et développent et modernisent leurs exploitations au point de bâtir un modèle de développement original.

Aujourd'hui, les enjeux ont changé et de nouvelles problématiques apparaissent mais c'est toujours l'Union européenne qui peut accompagner les agriculteurs et les aider à bâtir un nouveau modèle plus basé sur la qualité que la quantité.



Béatrice Hakni-Robin et Christophe Fouillère

« C'est précisément parce que nous sommes profondément européens que nous voulons la réorienter », ont expliqué les candidats.

Et c'est pour cette raison qu'ils doivent s'engager dans cette campagne avec un moral de combattants. Car il faudra bien ça pour faire entendre raison aux lobbies de la finance, comme l'a expliqué Uisant Crequer de Nouvelle Donne, partant de



Les candidat.es breton.nes

sa situation personnelle. « Pour racheter une ferme j'ai dû contracter un prêt et j'ai pu voir comment il était difficile, surtout lorsqu'on porte un projet original, de négocier avec les banques ». Et pourtant, on entend souvent dire que la BCE (Banque Centrale Européenne) intervient pour la croissance. « Sur les 1 000 milliards qu'elle a prêtés aux banques européennes, seuls 11% sont allés dans l'économie réelle ». Le reste, est, pour une grande part, revenu à la BCE ou a servi à spéculer. « Et même parmi les 11% pour l'économie réelle, une grande part a servi à financer des projets impliquant des énergies fossiles » a dénoncé le candidat quimpérois.

« Ici, en Bretagne, nous savons combiner nos identités de façon harmonieuse. »

Malheureusement, face à tous les lobbies de la finance ou des industriels, il n'existe pas de lobbies du social. « La confédération syndicale européenne ne dispose que de quatre personnes à Bruxelles pour suivre les dossiers concernant les droits des salariés », a déploré Béatrice Hakni-Robin qui a appelé les futurs députés européens socialistes à se faire les porte-paroles et les défenseurs des salariés de l'Union.

Pour Christophe Fouillère, la liste Envie d'Europe doit aussi insister sur la jeunesse et mettre en avant ses propositions pour un Erasmus permettant à tous les jeunes Européens de voyager de manière à créer une véritable citoyenneté européenne. « C'est notre liste qui peut, avec le PSE, porter cette ambition. »

Les candidat.es breton.nes vont maintenant aller à la rencontre des électrices et des électeurs pour leur faire partager leur envie d'Europe.

Mobilisation!

« Dans un contexte de scepticisme généralisé, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour mobiliser les électrices et les électeurs de voter pour la liste menée par Raphaël Glucksmann », a insisté Yohann Nédélec, le 4 mai, devant le Conseil fédéral réuni à Brest.

Les dernières estimations prévoient une très forte abstention. **« Il faut s'attendre à une participation autour de 40% »,** a prévenu Forough Salami-Dadkhah. **« Ce chiffre reste stable depuis plusieurs semaines. Et il correspond au niveau de participation enregistré lors du précédent scrutin en 2014 ».**

Chaque voix compte ont coutume de répéter les candidats avant tous les scrutins mais, c'est d'autant plus vrai que l'abstention est forte. C'est une par une qu'il faut aller chercher les voix pour notre liste.

« Nous allons bien sûr mener des actions en nous appuyant sur le triptyque habituel : distribution de tracts sur les marchés, porte-à-porte et collage d'affiches »,

a annoncé Josselin Chesnel, secrétaire fédéral à l'Europe. Mais nous devons aussi faire preuve d'originalité et d'innovation en allant, par exemple, à la rencontre des électrices et des électeurs dans des endroits où nous n'avons pas l'habitude d'aller, comme les gares. Sans oublier notre présence sur les réseaux sociaux pour relayer nos propositions pour une Europe plus écologique, plus sociale et plus démocratique.

Les socialistes ne mènent pas cette campagne seuls puisque la liste Envie

d'Europe est le fruit d'un rassemblement du PS, de Place publique, de Nouvelle Donne et du Parti radical de gauche, autour de 10 combats communs. D'ailleurs, Julien Masson, co-référent de Place Publique pour le Finistère-Nord, a présenté son mouvement.

La liste et le programme étant maintenant connus les militants doivent redoubler d'efforts dans la dernière ligne droite pour les faire connaître. L'Union européenne est nécessaire pour affronter les défis climatiques, sociaux et économiques. Mais telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, elle ne peut assurer à ses citoyens les protections qu'ils sont en droit d'attendre.

« Le meeting de Rennes du 14 mai aura une importance toute particulière et nous avons affrété des cars pour que le maximum de personnes soutenant notre liste puissent y participer », a insisté le Premier secrétaire fédéral.

D'ici le 26 mai, les candidat.es vont défendre le programme et expliquer les enjeux européens.



Chaque voix comptera!

En savoir plus

Meeting régional à Rennes



Raphaël Glucksmann, tête de liste Envie d'Europe, animera un meeting régional à Rennes, Halles Martenot à 19h30 le 14 mai.

Des cars au départ de Brest et de Quimper ont été affrétés pour cette occasion. Ce meeting régional donnera l'opportunité à notre tête de liste et à nos candidat.es de rappeler les enjeux du scrutin du 26 mai et les grandes orientations qu'ils défendent dans cette campagne européenne.

Inscription pour les cars au départ du Finistère (participation libre) sur le site www.ps29.bzh

Pour une alimentation de qualité



Un café-débat aura lieu le dimanche 12 mai de 10h00 à 12h00 à la MPT de Plomelin.

Participeront à cette rencontre : Forough Salami-Dadkhah, vice-présidente de Bretagne chargée des relations avec l'UE, Sylvie Roux qui défend les intérêts des pêcheurs bretons, Anne et Yann Desallais-Paulet, maraîchers bio à Plomelin.

s'engagent dans un mode de production durable.

« Au niveau de l'écologie, nous sommes en guerre contre les multinationales comme Bayer qui est un empoisonneur. Moi je fais passer la santé humaine avant la finance », vient-il de déclarer.

Réunion publique à Pouldreuzic

Forough Salami-Dadkhah animera une réunion publique le 11 mai de 10h00 à 12h00 à Pouldreuzic.

Culture et diversité culturelle



Réunion débat le mardi 21 mai à la MPT de Kerfeuten, 4 rue Teilhard de Chardin à Quimper, avec Forough Salami-Dadkhah.

Éric Andrieu dans le Finistère



Éric Andrieu, troisième sur la liste Envie d'Europe, député européen sortant et spécialiste de l'agriculture, sera dans le Nord Finistère le 14 mai pour rencontrer des agricultrices et des agriculteurs qui

Agenda

16 mai

18h 15 : Conférence-débat sur le Brexit à la Faculté Victor Segalen à Brest.

26 mai

Élections européennes.



14 septembre

Fête de la gauche à Quimperlé.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1269 - Vendredi 10 mai 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS



Urgence culturelle

Raphaël Glucksmann

«L'urgence est climatique et sociale, elle est aussi idéologique et donc culturelle», expliquent Raphaël Glucksmann, Olivier Faure et une vingtaine d'élu.es socialistes dans une Tribune publiée le 28 avril.

«À l'approche des élections européennes, l'art et la culture seraient une fois encore les grands absents des débats? Soyons ceux qui portent fièrement l'émancipation, l'humanisme, la fraternité, la solidarité, la poésie dans le discours politique, car ces principes sont essentiels pour donner tout son sens à la construction de l'Europe. Il y a urgence!

Il est temps d'inventer cette coopération nécessaire entre le monde intellectuel, les artistes et les experts au niveau européen. Notre continent se perd dans des querelles stériles, pris en tenaille entre les tenants du populisme d'un côté et les défenseurs du statu quo néolibéral de l'autre.

L'idée européenne est bousculée, critiquée, niée. Les populistes la fustigent, pointant ses échecs pour mieux entonner le chant qui est le leur, le rejet de l'autre, soit la fermeture des frontières et le refus d'accueillir les étrangers. Les libéraux, eux, détournent les fondamentaux et négligent les valeurs visées par la construction européenne. Ils ne voient en l'Europe qu'un grand marché pour mieux asseoir la puissance des lobbies financiers. Trop longtemps la politique libérale et l'austérité ont dominé le continent. Or cela ne profite qu'à quelques-uns quand tous doivent se sentir européens. D'autres alternatives existent.

Le monde culturel revendique pour les peuples l'émancipation, la justice sociale et la paix. Si l'Union européenne s'est faite d'abord sur la dimension économique et l'équilibre des marchés, assurant une première forme de stabilité, elle doit revenir aujourd'hui sur ses fondamentaux : c'est par la culture et avec la fierté de placer la culture comme l'élément structurant de notre avenir qu'une nouvelle étape, à laquelle nous aspirons tous, peut advenir. La conscience des luttes à mener est maintenant établie, passons au temps des mobilisations et de l'action pour mettre en œuvre une Europe qui s'invente autrement, tournée vers les femmes et les hommes, une Europe qui a une histoire, des histoires, l'Europe de la culture.

Souvenons-nous, au moment où sont célébrés les 500 ans de la Renaissance, que l'Europe humaniste s'est façonnée sous l'impulsion de la création artistique.

L'accès à l'art, la circulation des œuvres et les lieux de diffusion sont les moyens remarquables de faire vivre aussi les valeurs européennes pour que chacun en ait une expérience intime sur tous les territoires. La culture joue un rôle irremplaçable dans l'ouverture à l'autre, la découverte, le partage, l'hospitalité. Elle permet à chacun d'avoir une conscience de sa propre histoire et porte l'altérité. Elle est aussi une force contre l'oppression et l'obscurantisme. Elle a déjà montré sa volontaire implication dans le dialogue interculturel, l'accueil et l'intégration des réfugiés, participant pleinement à la définition de la société de demain.

La culture est le point de départ de nos questionnements en ce qu'elle nous confronte à d'autres manières de voir, de concevoir le monde ; elle nous bouscule dans nos routines et dans nos préjugés, en nous poussant à avancer et à créer.

L'espoir européen est beaucoup plus ambitieux. L'Europe n'appartient pas aux multinationales, aux géants du numérique, aux marchés internationaux et aux règlements complexes, elle appartient aux citoyens.

Cela nécessite des choix politiques qui affirment le rôle central des artistes comme de l'action culturelle, qui posent la recherche du lien social comme prioritaire et qui reconnaissent à chaque être humain sa dignité et la capacité de faire des choix et de trouver sa place.

Alors poursuivons avec fierté les combats culturels d'avenir en augmentant l'accès au programme Europe créative, au programme Erasmus+ pour le secteur culturel, en garantissant un statut et une juste rémunération aux artistes et aux créateurs européens, en soumettant les GAFAM à leur responsabilité, en faisant de la protection et de la mise en valeur du patrimoine européen un axe transversal de nos politiques... L'émotion générale suscitée par l'incendie foudroyant de Notre-Dame de Paris, symbole de la culture européenne, est la preuve tragique de ce commun qui nous rassemble.

Rappelons-nous les mots de Victor Hugo qui chérissait lui-même l'idée d'Europe : "Le temps presse, l'humanité n'a pas une minute à perdre. Il est urgent de considérer la culture comme le ciment de l'unité européenne" ».

